

S O C I A L

14/12/1995

Des médecins dans contre le plan Ju

Autour d'une table
ronde à
« La Dépêche
du Midi », huit
médecins de
sensibilités
différentes
expliquent leurs
craintes face au plan
Juppé.

Huit médecins autour
d'une table : des gé-
néralistes, des spécia-
listes, des responsables syndicaux,
des non syndiqués, le président
du conseil de l'ordre. Certains
exercent en ville, dans les quar-
tiers difficiles, d'autres en sec-
teur rural. Tous sont concernés
par le plan Juppé et la réforme de
la Sécu. Invités par « La Dépê-
che du Midi », ils expliquent
pourquoi ils s'opposent aux me-
sures présentées par le gouver-
nement ou bien pourquoi elles
leur paraissent nécessaires, ce
qu'ils craignent ou souhaitent
pour leurs patients.

Tous sont d'accord pour que
chaque malade puisse bénéficier
de soins de qualité tout en re-
connaissant que la maîtrise des
dépenses de santé est nécessaire,
mais les chemins pour parvenir à
ces objectifs ne sont pas toujours
les mêmes.

Médecine au marché noir

Des généralistes comme le
Dr François Marty, secrétaire
général de la CSMF (1) ou le
Dr Sylvain Nadal (non syndi-

Rendez-vous place du Capitole

Les médecins de la
Confédération des
syndicats médicaux fran-
çais seront place du Cap-
itole jeudi 14 décembre de
14 heures à 16 heures pour
rencontrer les usagers et
expliquer leurs craintes face
au plan Juppé.

A 21 heures ils organi-
sent une rencontre avec les
parlementaires à la faculté
de médecine des allées Ju-
les Guesdes.

Vendredi 15 décembre
ils seront dans les mairies
annexes de 14 heures à
16 heures



Comme pour l'ensemble des citoyens, le malaise est fort chez les médecins (Photo
« La Dépêche » T. Bordas)

qué) qui exerce au Mirail, crai-
gnent le rationnement des soins.
« Il est impossible de prévoir
exactement ce que seront les dé-
penses de santé. Il suffit d'une
épidémie importante pour mettre
à mal tous les pronostics et alors
dès le mois de septembre, il n'y
aura plus d'argent et nous ne
pourrons plus répondre aux be-
soins de nos patients, les riches
auront toujours la possibilité de
se faire soigner... au marché
noir ».

Le Dr Georges Benayoun,
président départemental du
conseil de l'ordre, insiste sur
l'aspect anti-déontologique des
propositions Juppé : « Le libre
choix est bafoué, on interdit au
public de rencontrer le spécia-
liste de son choix, il ne pourra
pas aller chez un dermato sans
être passé par son généraliste, on
limite notre choix de prescrip-
tion. Le critère de rentabilité est
intolérable ».

Rupture nécessaire

Le Dr Gleises, présidente ré-
gionale de la CSMF, se veut plus
nuancée quand elle reconnaît
que tout n'est pas à jeter dans le
plan Juppé. Elle est pour élargir
l'assiette des prélèvements afin
d'augmenter les recettes de la sé-
cu, pour maintenir le système
universel de l'assurance mala-
die, pour la généralisation du
carnet médical, mais contre l'en-
veloppe globale fixée en fonc-
tion d'objectifs budgétaires.

Face à tous ces médecins qui-
cette après midi, place du Cap-
itole, alerteront les Toulousains

sur tous ces risques, le Dr Jean-
Louis Benssoussan, vice prési-
dent du syndicat MG 31, tient un
autre langage : « La sécu est en
faillite, les malades sont de
moins en moins remboursés.
Nous avons dans nos cabinets de
plus en plus de patients qui nous
demandent d'attendre le début
du mois pour encaisser leurs
chèques. Il fallait une rupture ».

Médecine à deux vitesses

D'un côté, on craint l'instauration
d'un système à l'anglaise
avec des listes d'attente pour se
faire opérer, une étatisation de la
médecine alors que par ailleurs
on privatise, Jean-Charles Gros
dermatologue à Toulouse —
comme pour beaucoup de spé-
cialistes, la moitié de sa clientèle
vient de la campagne — met en
cause l'hôpital dans l'importan-
ce des dépenses de santé et se de-
mande si on n'a pas mal habité

les gens en leur remboursant des
produits pas toujours indispen-
sables, comme celui pour éviter
la chute de cheveux.

Certains reconnaissent qu'en
fait déjà ils ne font pas la même
ordonnance selon les possibilités
financières de leur « client ». La
médecine à deux vitesses existe
déjà avec de grands patrons qui
ont une clientèle privée à
2.000 F la consultation à Paris,
700 F à Toulouse. Le débat
pourrait continuer des heures.
On parle de réforme politique, de
nécessité de responsabiliser in-
dividuellement les médecins, de
mieux former les généralistes...
Comme pour l'ensemble des ci-
toyens, le malaise est fort chez
les médecins et il est sûr que leur
combat ne fait que commencer.

Jacqueline
EYDOUX-BRUGELLES

La Confédération des syndicats
médicaux français est l'un des
principaux syndicats avec MG France.

Les huit médecins invités à la « La Dépêche du Midi »

Les Drs Sylvain Nadal généraliste exerce depuis 8 ans au Mirail.
Christian Augareils, président des rhumatologues de Midi-Py-
rénées installé dans le centre ville de Toulouse, Monique Gleises, gé-
néraliste depuis 20 ans, présidente régionale et départementale de la
Confédération syndicale des médecins français, François Marty gé-
néraliste depuis 30 ans à Fronton, secrétaire général de la CSMF,
Georges Benayoun, généraliste depuis 26 ans, président départe-
mental de l'ordre des médecins, Georges Marty généraliste termine
une thèse, Jean-Louis Benssoussan généraliste à Castelmouroux vi-
ce-président de MG 31, Jean-Charles Gros dermatologue à Toulouse
depuis 10 ans.

16/12/1995

LA DÉPÊCHE

Grat

FORUM

Solidarité du Syndicat de la magistrature

La section SM de Toulouse communique :

Le mouvement de grève illimitée lancé par les salariés de la SNCF et de la RATP contre le projet de réforme de la Sécurité sociale du gouvernement Juppé et contre la mise en cause des régimes particuliers de certains fonctionnaires s'est étendu depuis à d'autres secteurs de la fonction publique. A l'appel de leurs organisations syndicales, des salariés d'EDF-GDF, de la Poste et de l'Education nationale ont ainsi engagé des actions de protestation.

Des actions similaires sont aujourd'hui en passe de se déve-

lopper au sein de l'institution judiciaire.

Le Syndicat de la magistrature appelle ses adhérents et sympathisants à apporter leur soutien actif au mouvement en cours, en participant aux assemblées générales susceptibles d'être organisées dans les tribunaux et en prenant toutes initiatives, telles que le renvoi des audiences, afin de faciliter les actions envisagées par les fonctionnaires.

Le Syndicat de la magistrature est particulièrement sensible à ces mouvements sociaux, alors que se pose toujours la question des moyens matériels et humains mis à la disposition du service public judiciaire.

Les salariés des MJC solidaires

Les salariés des MJC de Midi-Pyrénées, réunis en assemblée générale le 12 décembre, communiquent :

A l'appel des organisations syndicales, la coordination des salariés des MJC est solidaire du mouvement national. Elle dénonce un certain nombre de réalités du secteur associatif et de l'éducation populaire.

Vivant dans notre métier au quotidien la fracture sociale,

nous constatons que nos associations se paupérisent.

Aussi nous affirmons : que la priorité est la question de l'emploi et que les associations sont un secteur porteur d'emploi ; qu'en agissant sur l'emploi, on agit sur les déficits publics, donc sur les coûts sociaux.

Afin de réduire le chômage, nous proposons la réduction du temps de travail et l'abaissement de l'âge de la retraite.

Manifs : changez de parcours !

Christel du Pay-Montrbrun adresse aux dirigeants syndicaux la lettre suivante :

Je viens d'apprendre que vous aviez l'intention de réunir une manifestation pour le samedi 16 décembre. Les informations dont je dispose me laissent à penser que votre trajet sera grosso-modo le même.

Depuis maintenant vingt et un jours, les commerçants du centre-ville ne peuvent plus travailler, les voies d'accès sont bouchées, ce qui profite, n'en doutons pas, à la grande distribution qui a tout à gagner à ces dé-

sordres. Bref, la grève est toujours pour les mêmes qui souffraient déjà d'une désaffection du centre-ville.

De plus, n'ignorez pas l'importance du mois de décembre, mois capital pour les commerçants. Aujourd'hui, je vous demande au nom des commerçants et des PME du centre-ville d'imaginer d'autres parcours qui répartissent les sacrifices de façon équitable.

J'ai cru comprendre que l'emploi était important pour vous. Une entreprise à genoux n'en crée pas.

Oui à la réforme, non à l'injustice

L'assurance maladie est en déficit depuis longtemps. Tout le monde s'en rend compte, n'est évidemment pas une excuse pour ne rien faire.

M. Juppé vient donc de se rappeler subitement qu'il est là pour gouverner. Il a viré son ministre M^{me} Hubert et proposé une réforme brutale parce que tardive, largement inspirée des propositions faites dès 1992 par le ministre socialiste Teulade et la Mutualité française, propositions contre lesquelles la droite s'était éle-

vée. M. Juppé est un converti ! M. Juppé assortit sa réforme d'un coup de main sur les plus pauvres. M. Juppé est un faux converti. Sa justice est injuste, sa sensibilité nulle. 300 F, ça n'est peut-être rien pour M. Juppé. C'est énorme pour des centaines de milliers de Français. Les Français veulent la réforme mais pas l'injustice. Nous combattons donc les mesures fiscales de M. Juppé.

Henri de LASSUS
Président de RADICAL.

Les Verts et le débat sur la protection sociale

Les Verts-31 organisent un débat, à 21 heures, aujourd'hui, sur le thème « Protection sociale et diminution du temps de travail ». Avec Yves Cochet, porte-parole national des Verts, des syndicalistes locaux engagés dans le conflit social actuel et des représentants d'associations de chômeurs. Ce débat aura lieu à la salle de l'UNESCO, 79, allées Charles-de-Fitte.

« Pour les Verts, la rédaction

du temps de travail est indissociable de la lutte contre les inégalités. Résolument engagés contre le plan Juppé, les Verts revendiquent une loi cadre pour les trente-cinq heures tout de suite, avec maintien du niveau de vie. Le partage du travail et des richesses doit être accompagné de mesures de relance ciblées, d'une grande réforme fiscale soutenue par une politique européenne rompant avec la logique libérale de Maastricht », expliquent les Verts 31.

TROIS QUESTIONS

A...

Jean-Claude Jean-Dit-Cadet, secrétaire général de FO municipaux

Le syndicat FO des municipaux de Toulouse poursuit la grève. Ce qui signifie que les poubelles resteront encore dans les rues. Le secrétaire général Jean-Claude Jean-Dit-Cadet persiste et signe, malgré les nombreux témoignages de ras-le-bol, notamment chez les commerçants.

Comment pouvez-vous justifier l'action des éboueurs devant tous les professionnels mis dans un profond embarras par cette grève qui n'en finit plus ?

Je suis très décontracté par rapport à cette question. Il faut d'abord rappeler à tous les salariés que les congés payés ont été obtenus à l'issue de grèves très dures, de même que la protection sociale mise aujourd'hui au banc des accusés par Alain Juppé. Je dirai ensuite ceci aux commerçants : vos salaires sont directement produits par la consommation de ceux qui suivent cette grève ; ce qui signifie que si demain notre pouvoir d'achat continue de baisser, le contenu de vos tiroirs-caisses sera amputé d'un montant bien plus important que ce que vous perdez aujourd'hui.

Enfin, le syndicaliste que je suis est également un ardent défenseur des petits commerçants contre les grandes surfaces. S'ils veulent que les grèves et les manifestations cessent, il vaudrait mieux, à mon avis, qu'ils saisissent Alain Juppé par tous les moyens dont ils disposent afin qu'il fasse machine arrière.

Mais une trêve de la grève des poubelles n'est-elle pas envisageable jusqu'aux fêtes, de manière à ce que les achats puissent se dérouler dans des conditions à peu près normales ?

Avant de vous répondre, je tiens à dire qu'il ne faudrait surtout pas oublier la situation difficile des grévistes. Un très grand nombre de salariés qui sont en grève depuis longtemps se verront retenir — etc etc normal — leurs journées d'arrêt de travail.

Par contre, je souhaite vivement comme tout le monde que le conflit national s'arrête avant



Jean-Claude Jeandit Cadet entame son 9^e jour de grève de la poubelle

Noël. Et si les commerçants veulent rattraper une partie de leurs pertes, je leur conseille de trouver des solutions pour attirer la clientèle, peut-être au niveau des prix par exemple. A eux de décider, ça les regarde.

Mais alors, si la situation n'évolue pas au plan national, vous allez laisser Toulouse crouler sous les ordures ?

Nous avons décidé plusieurs mesures mardi soir en vue de limiter les dégâts. Dès ce matin jeudi — sauf si la base refuse, ce qui m'étonnerait — les ordures ménagères des cliniques privées seront collectées, afin de ne pas faire prendre de risques sanitaires aux personnes hospitalisées. Nous avons également accepté la mise en place de très gros containers dans différents endroits de Toulouse, afin de permettre aux commerçants d'y déposer leurs ordures et de décharger ainsi leur pas-de-porte. Les grévistes eux-mêmes les relèveront tous les deux jours. Nous sommes d'accord pour qu'il y ait autant de containers qu'il en faudra. Mais ça, c'est l'affaire du directeur de la voirie à la mairie de Toulouse, M. Adonis Satgé.

Je précise encore que dès le départ du conflit, les municipaux ont assuré les repas des foyers du troisième âge toulousains. Ce qui sera fait encore ce week-end.

Propos recueillis par A. B.

Dominique Baudis écrit aux agents de la voie publique

Parce qu'il veut éviter toute interprétation de ces propos qui pourraient alimenter une surenchère avec les grévistes du service de la voirie, Dominique Baudis a refusé de répondre à nos questions. Le maire de Toulouse souligne, en revanche, qu'il s'emploie à dénouer cette crise et nous a transmis le courrier qu'il a adressé en ce sens aux agents de la voie publique de la ville.



Le maire de Toulouse fait « appel aux sens des responsabilités » des agents de la voie publique

« Monsieur, Les événements que les Toulousains vivent depuis plus d'une semaine me conduisent à m'adresser directement à chacun des agents de la voie publique.

« Les revendications, qui sont à l'origine des mouvements de grève au plan national, ont pu largement s'exprimer dans notre collectivité ; le droit de grève a été respecté.

« Toutefois, aujourd'hui la ville de Toulouse est confrontée à un très grave problème d'hygiène et de santé publique. Nos concitoyens sont menacés par l'insalubrité et l'insécurité (plusieurs foyers d'incendie ont exigé l'intervention urgente des sapeurs-pompiers).

« Je confirme que le droit au travail du personnel municipal est garanti ; toutes les organisations syndicales se sont engagées à respecter ce principe.

« Je fais appel à votre sens

responsabilités ; le personnel qui souhaite poursuivre le mouvement de grève sera respecté, de la même manière le personnel qui désire reprendre ses activités pourra le faire sans contraintes, ni pression d'aucune sorte.

« Je sais que ces derniers jours ont pu être pour chacun d'entre vous difficiles, mais je compte sur votre attachement au service public pour que, si rejetez votre volonté, vous rejoignez votre poste de travail et redonnez ainsi aux Toulousains un cadre de vie acceptable.

« Sincèrement vôtre,
Dominique BAUDIS.

Les municipaux ferment la mairie

Place Charles-De-Gaulle, grille close, place du Capitole, portes fermées ; pendant une demi-heure, hier, en fin de matinée, nul n'a pu entrer dans l'hôtel de ville de Toulouse ; ni en sortant, ni simplement emprunter le plus court chemin d'une place à l'autre, les porches du bâtiment et la cour centrale.

Une centaine d'employés municipaux militant à Force ouvrière, en grève depuis huit jours, bloquent les issues. Le secrétaire général de leur syndicat, Jean-Claude Jean-Dit-Cadet, explique que « cette action n'est pas menée contre le maire de Toulouse, au contraire, il s'agit de protéger la République, symbolisée par l'hôtel de ville, contre des gens comme le président de la chambre de commerce ».

Et de préciser : « pour une tonne d'ordures enlevée par des entreprises privées payées par la CCIT, les éboueurs grévistes pourraient en déverser quatre devant la porte du président ».

16/12/1995

Poubelles

Toulouse : la grève tourne à la g

« Au secours, M. Baudis, faites quelque chose ! »

À 15 heures, un mercredi après-midi, à quelques jours de Noël, on trouve des places vides sur le parking autour de l'église Saint-Aubin à Toulouse. Une chose à ne pas dire à l'élégante M^{me} du Limbert, qui s'active avec son associée, dans l'exquise boutique Raylia, à l'entrée de la rue de la Colombette. Depuis dimanche, elles en sont à regarder, désolées, l'horrible tas d'immondices éventré qui cascade entre l'entrée d'une copropriété, et un restaurant en travaux. Pour admirer la vitrine qui donne envie d'aller au bal très fraîchement vêtue de mousseline et de lures, il faut éviter de glisser sur quelques objets intimes, reliéfs de repas, et autres scories quotidiennes, d'où les huîtres sont à l'évidence encore absentes...

Toute cette voie très fréquentée, est encombrée de détritus.

Depuis que les éboueurs de Toulouse ont rallié le mouvement social anti-Juppé, tout le centre de la ville souffre mille morts plus une : celle de voir que l'on a fait nettoyer en priorité des rues (Alsace, et Metz) qui, en fait « n'étaient pas vraiment sales ».

C'est du moins l'opinion de beaucoup.

Mardi matin, juste avant le passage des troupes militantes sur le boulevard, il y eut alors comme une poussée de fièvre.

« Les élus, on les voit quand ils ont besoin de nous »

La présidente des commerçants de la Colombette, Martine Couenca avait perdu son sourire, Anne-Marie Caussade la fleuriste traînait rageusement ses sacs sapécieusement tenus de fleurs jaunes, Mercédès, (de la boutique du même nom), piquante et d'une exquetterie extrême dans son parka « partie depuis au net-

toyage » avait enfilé de très longs gants de caoutchouc, le papeter, le fourreur, l'antiquaire, donnèrent un coup de main.

« Vous voulez vous faire casser les vitrines ? »

Et hop ! : des containers de cochonneries répandus sur la chaussée du boulevard. C'est ainsi que les commerçants s'empresèrent d'accueillir les manifestants. Avec une haie d'horreurs.

« Vous voulez vous faire casser les vitres ? », s'inquièrent les membres du service d'ordre ; et les paquets cadeaux furent alors repoussés vers les envoyeurs. Ils y sont toujours, et de plus en plus mal en point. « J'ai mis du grésil » dit l'une ; « j'ai vu un rat », dit l'autre. Depuis samedi, c'est à qui décrira le mieux les nouveaux clients ; le rat, gris à ce que l'on croit, à qui l'on sert la soupe abondamment et qui est en passe de boucher la rue comme le fit la sardine dans le port de Marseille.

« Nous demandons simplement que la mairie commence enfin à bouger », supplie la présidente Martine Couenca. « Nous voulons des entreprises de ramassage, nous voulons les militaires (1), nous n'en pouvons plus ! »

« J'ai pensé faire installer une benne à ordures. Mais déjà il y a des voix qui me disent : « ce n'est pas à nous qui n'arrivons pas à travailler, à faire ce genre d'investissement ». Mais que les facteurs et les éboueurs soient persuadés d'une chose : dans cette rue, les étreintes n'auront plus cours durant 30 ans ».

Dominique VIEU

(1) Le Préfet ne bougera que si le maire de Toulouse responsable de l'état de salubrité de sa ville en tout premier lieu ne fait rien.



Quel décor ! (Photo « La Dépêche »)

L'action des éboueurs de Toulouse se poursuit. La situation devient dramatique, notamment pour les commerçants. Mais qui trouvera une solution ?

Hier, le problème des ordures dans les rues de Toulouse restait au même point que la veille. Quelques centaines de tonnes de déchets supplémentaires se sont entassées sur les autres, comme chaque matin depuis huit jours, voilà tout. Et la colère grandit chez les habitants qui subissent le spectacle, les odeurs, voire ici et là l'apparition de rats, dit-on.

Comme décor de Noël, on fait mieux. Les commerçants du centre ville ne savent plus à quel saint éboueur s'en remettre, la mairie refusant de prendre toute mesure de crise. Les agents municipaux grévistes (lire par ailleurs les déclarations de Jean-Claude Jean-Dit-Cadet) lâchent quelques concessions. Si la mairie consent, on installera de très gros containers à la disposition

notamment des commerçants aux points stratégiques de Toulouse (Victor-Hugo, les Carmes, Capitole, etc.)

Mais le mouvement durera autant que le conflit ne se résoudra pas au plan national. Quelques dispositions ont été prises pour soit disant nettoyer les grandes artères dans le périmètre des manifestations. Mais il faut croire que la tâche est trop colossale pour les entreprises privées : hier soir encore, chaussée et trottoirs étaient toujours aussi sales au bas de l'avenue Jean-Jarès et dans les parages des boulevards. A ce propos, l'association des commerçants de la

rue de la Colombette, particulièrement sinistrées par l'amoncellement des détritus, tiennent à préciser, au cas où l'on aurait compris le contraire, qu'elles n'ont pas renversé les containers sur le boulevard, mardi, par hostilité envers la manifestation, mais pour protester contre le non enlèvement des ordures ménagères. Des mouvements spectaculaires — comme celui du CID-Action hier soir, devant le Capitole — commencent à surgir. Attention ; il ne faudrait pas que la grève des poubelles devienne la guerre civile des poubelles.

A. B.

Piquets de grève

Mise au point du syndicat Force ouvrière des municipaux de Toulouse :

Le premier conseil syndical, qui s'est tenu le 4 décembre, à 9 heures, a pris la décision de ne pas mettre en place des piquets de grève. Force ouvrière respecte la liberté du travail et se bat aussi pour le respect du droit de grève. La liberté du travail appartient, individuellement, à chacune et à chacun, ce qui signifie que les pressions exercées

contre les grévistes pour qu'ils reprennent le travail seront dénoncées. Au nom de la liberté du droit de grève, il sera demandé au maire de Toulouse de veiller à ce qu'il n'y ait pas de pressions, et même pire, à l'encontre des agents ayant été grévistes et occupant des postes de stagiaires, voire même de CES.

Pour le bureau du syndicat Force ouvrière :

J.-C. JEAN-DIT-CADET.

La CFDT en lutte : Juppé doit céder

Plus Juppé explique son plan, plus il convainc l'ensemble des citoyens qu'il est vital de s'y opposer. Nous devons tous rester mobilisés dans l'unité pour obtenir le retrait du plan Juppé et une véritable réforme de la protection sociale ; la création d'emplois pour tous par la réduction massive du temps de travail ; une autre répartition des richesses ; le maintien et le

développement des services publics. Pour obliger le gouvernement à nous entendre, descendons tous une nouvelle fois dans la rue, aujourd'hui jeudi 14 décembre, à 10 heures, cité administrative.

Des salariés de la mairie de Toulouse sont en grève depuis dix jours, des centaines et des milliers descendent dans la rue, plus que jamais restons mobilisés dans l'unité.

EDF-GDF : ça continue



Un bâtiment entièrement enveloppé : c'est ce qu'a découvert hier matin, à son arrivée, le directeur du Groupe d'exploitation-transport Pyrénées d'EDF, dans le quartier des Sept-Deniers, à Toulouse.

Les manifestants protestent contre le plan Juppé et les menaces de démantèlement de leur service public ; des piquets de grève déterminés ont bloqué les accès du centre.

La veille, ils avaient appris que le « correspondant social » ne serait plus présent que 4 heures par semaine, au lieu du mi-temps qu'il effectue jusqu'à présent dans le centre.

C'est à lui que la centaine d'agents remet les feuilles de maladie, les prises en charge hospitalières ; c'est lui qui renseigne sur les activités sociales, colonies, vacances, qui gère aussi les dossiers d'assurances, et des allocations familiales des agents, en même temps qu'il est

à même d'aider les personnes en difficultés morale ou financière.

Alors, se sentant « privés d'un de leurs droits », pendant la nuit, les personnels en grève reconductible depuis le 24 novembre, s'étaient procuré du papier chez leurs voisins, les salariés de l'usine Job, en avaient recouvert le centre, multipliant à la peinture slogans et inscriptions évocatrices, sans tendresse pour le premier ministre.

Même si comme le soulignait un membre du piquet de grève : « Juppé a au moins le mérite de nous rassembler » !

Cette sous-unité d'EDF qui a pour mission d'exploiter les lignes des niveaux de tension les plus importants en France (haute et très haute tension), est forte de quelque 110 salariés, dont la grève ne perturbe pas l'alimentation en courant. Le directeur précise : « le matériel résiste mieux en hiver qu'en été, où il souffre des orages fréquents. D'ailleurs,

des grévistes assurent l'astreinte, en cas de besoin. Et seraient indemnisés pour cela ».

Ailleurs

Dans les autres centres d'EDF-GDF, la grève entamée la semaine dernière continue, suivie à quelque 70 % dans le grand-Toulouse. Elle est reconduite par les assemblées générales, sous forme d'arrêt de travail de 8 heures, à l'appel des trois organisations syndicales CGT, CFDT et Force ouvrière.

Les agents d'EDF-GDF sont mobilisés sur une plate-forme en quatre points : retrait du plan Juppé ; retrait du projet ministériel de redéfinition du statut des entreprises ; revendication d'une réduction du temps de travail à 35 heures sans diminution de salaire, et assortie de la création d'emplois statutaires.

Les centres de Saint-Alban et Balma sont toujours occupés par les grévistes.

CHR Purpan 9/12/95 on prépare mardi



L'assemblée générale. (Photos « La Dépêche du Midi » - H. L.)

Quelque mille cinq cents agents hospitaliers ont marqué leur mécontentement au plan Juppé en manifestant jeudi dans la rue.

Hier, syndiqués et non-syndiqués ont engagé une action d'information qui se déroulait, hier, place Baylac, à 15 heures.

Par ailleurs, lundi 11, à 8 heures, aura lieu une réunion d'information suivie, à 13 h 30, d'une assemblée générale intersyndicale et mardi, est annoncée,

à 10 heures, une manifestation dans les rues de Toulouse. Des propositions d'actions ont été approuvées tels que grèves administratives, soins gratuits, le service minimum étant assuré. Pour les parents grévistes une halte-garderie pour les 6 à 13 ans avec repas offert la mise en place à compter de la semaine prochaine. Une caisse de solidarité dite « Juppéton » est organisée dans les locaux des deux syndicats CGT-FO.

AC et TO7 : tous concernés

Derrière le plan Juppé, c'est la question du chômage qui est en jeu. En retardant l'âge de la retraite, il exclut davantage les jeunes du marché du travail. Créer des emplois, c'est lutter contre le déficit de la Sécurité sociale.

Pour vaincre le chômage, une

solution s'impose : la réduction massive du temps de travail sans perte de pouvoir d'achat.

Les grévistes se battent aussi pour la défense du service public et son renforcement. Participons au mouvement et aux manifestations.

Le SNALC attentif

Le SNALC-CSEN déplore que le Premier ministre n'ait pas été plus explicite sur les régimes de retraite des fonctionnaires. Mais le SNALC-CSEN a noté avec satisfaction que sa demande de retrait pur et simple de la clause des quarante annu-

tés pour les régimes de pension a été entendue par le Premier ministre. Une grève générale et limitée, fondée sur des revendications disparates et politisées ne peut pas permettre d'engager une négociation sur le statut des fonctionnaires.